
MARIO ALEMAN : Bonsoir à tous. Je suis Mario. Je vais m'occuper de cet appel aujourd'hui. Nous avons appelé toutes les personnes que nous devons appeler. S'il vous plaît, confirmez-moi qu'on peut commencer cet appel.

HUMBERTO CARRASCO : Je pense qu'on peut commencer cet appel si vous le voulez bien. Avant de commencer, je vais saluer tous les participants. J'espère que vous aurez une excellente année 2018 pleine de bonheur, de bonne santé et d'argent. Et j'espère que vous pourrez tous exécuter vos projets.

Et maintenant, je vais demander à Mario de faire l'appel.

MARIO ALEMAN : Bonjour, bonsoir à tous. Il est 23:00 UTC. Nous sommes le 15 janvier 2018. Il s'agit de la téléconférence mensuelle LACRALO.

Et nos participants sur le canal espagnol: Alexis Anteliz, Angie Contreras, Adrian Carballo, Ruben Hilare-Quispe, Jose Francisco Arce, Raitme Citteiro, Carlos Dionisio Aguirre, Humberto Carrasco, Lito Ibarra, Aida Noblia, Alberto Soto, Leonardo Tadei, et Maritza. Sur le canal anglais, nous avons Carlton Samuels et Albert Daniels. Sur le canal français, nous avons Nikenley Severe. Et sur le canal portugais, nous avons Renata Aquino et Vanda Scartezini. Nous avons reçu les excuses de Ricardo Holmquist, de Dev Anand Teelucksingh et de Natalia Enciso.

Au niveau du personnel de l'ICANN, nous avons Heidi Ullrich, Silvia Vivanco, Mario Aleman, c'est-à-dire moi-même. Et nos interprètes

Remarque : Le présent document est le résultat de la transcription d'un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu'elle soit incomplète ou qu'il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible ; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier mais pas comme registre faisant autorité.

d'anglais sont Marina et Claudia, de français Camilla et Claire et Bettina et Esperanza seront les interprètes de portugais.

Nous allons commencer cet appel et je donne la parole à Humberto. Humberto, allez-y. Merci Humberto, nous avons un problème d'écho. Nous sommes en train de voir d'où il vient.

HUMBERTO CARRASCO : C'est très difficile. Je ne vous entends pas.

MARIO ALEMAN : Est-ce qu'on a toujours un problème d'écho ?

HUMBERTO CARRASCO : Je crois que nous avons un problème d'écho, oui. Il y a quelqu'un qui a laissé son micro allumé.

Maritza, est-ce que vous pouvez commencer si vous n'avez pas un problème d'écho sur votre ligne ?

MARITZA AGUERO : Je vais essayer mais je ne sais pas si vous m'entendez et si je n'ai pas d'écho moi-même. Est-ce qu'il y a un écho sur ma ligne aussi ?

HUMBERTO CARRASCO : Oui.

MARITZA AGUERO : Donc tout le monde a un problème d'écho. Est-ce que nous pourrions vérifier avec Adigo pour voir s'ils peuvent résoudre ce problème ?

SILVIA VIVANCO : Mario, nous avons beaucoup d'écho, un écho très fort sur notre ligne. Adigo dit que toutes les lignes téléphoniques sont en muet donc il y a quelqu'un qui a son micro ouvert sur Adobe Connect puisque tout le monde est en muet. Est-ce que vous pouvez contrôler s'il vous plaît ?

Est-ce que vous m'entendez ?

MARITZA AGUERO : Oui, on vous entend très bien.

SILVIA VIVANCO : Parfait. Je vais demander à Humberto de prendre la parole. Et je vais vous demander pendant ce temps, pendant que Mario se reconnecte de, donc, baisser le volume de vos micros ou de vos ordinateurs. On me dit qu'Adobe Connect est en train de se reconnecter au bridge. Est-ce que vous m'entendez ?

ORATEUR NON-IDENTIFIÉ : Oui, on vous entend.

SILVIA VIVANCO : Donc nous avons déconnecté, reconnecté la ligne et nous n'avons plus de problème d'écho. Donc Maritza et Humberto, si vous voulez, vous avez la parole. Allez-y.

MARITZA AGUERO : Merci beaucoup Silvia. Humberto, est-ce que vous êtes toujours là ? Est-ce que vous voulez que je m'occupe de lire l'ordre du jour d'aujourd'hui ? Humberto, êtes-vous là ou est-ce que vous voulez que je m'occupe de lire l'ordre du jour ? Je crois qu'il n'y a plus de problème maintenant au niveau de l'audio, non ?

SILVIA VIVANCO : Tout à fait.

MARITZA AGUERO : Nous allons faire la lecture de l'ordre du jour.

SILVIA VIVANCO : Mario, est-ce que vous êtes sur la ligne ? Mario n'est plus connecté. Nous allons lui donner quelques secondes. Nous nous excusons pour ces problèmes techniques.

HUMBERTO CARRASCO : Est-ce que vous m'entendez ?

MARIO ALEMAN : Oui, Humberto, on vous entend. Allez-y.

HUMBERTO CARRASCO : Parfait. Est-ce que nous pouvons commencer ?

SILVIA VIVANCO : Oui, allez-y.

HUMBERTO CARRASCO : Maritza, vous avez la parole.

MARITZA AGUERO : Est-ce que vous m'entendez ?

HUMBERTO CARRASCO : Oui, on vous entend.

MARITZA AGUERO : Merci. Nous allons commencer.

Nous allons aborder le premier point de l'ordre du jour. C'est Angie Contreras qui va l'aborder, la présidente de Internet Society. Ensuite, Renata Aquino va parler du thème couvert et de la dernière réunion du FGI. Ensuite, nous allons entendre Ruben Hilare, ambassadeur des groupes autochtones pour ICANN. Ensuite, nous entendrons Adrian Carballo qui va parler de la fondation Incluirme. Et ensuite, nous aborderons différents thèmes très intéressants pour notre région, comme par exemple les informations concernant la prochaine réunion de LACRALO, l'appel à volontaires pour la mise en œuvre du plan stratégie, la stratégie de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes. Il y a une proposition qui sera présentée par Alejandro Pisanty concernant la révision d'ICANN. Ensuite, nous aborderons les propositions des nouveaux instruments de contrôle. Et ensuite, nous parlerons du plan stratégique du conseil du LAC pour l'Amérique latine et les Caraïbes.

Humberto, vous avez la parole. Allez-y.

HUMBERTO CARRASCO : Est-ce que vous m'entendez ?

SILVIA VIVANCO : Oui, on vous entend. Allez-y.

HUMBERTO CARRASCO : Je pense que c'est Adrian Carballo qui va prendre la parole d'abord.
C'est ça ?

MARITZA AGUERO : Non. L'ordre du jour qui est sur l'écran est incorrect. C'est celui de la
page wiki qui est correct.

HUMBERTO CARRASCO : S'il vous plaît, est-ce que vous pouvez présenter le premier orateur à ce
moment-là parce que je n'ai pas l'ordre du jour ?

MARITZA AGUERO : Nous allons donner la parole à Angie Contreras qui va nous parler de la
violence numérique et de la participation des femmes au FGI. Angie, si
vous êtes prête, allez-y. Nous allons télécharger la présentation d'Angie
et donner la parole à Angie. Allez-y. Angie, vous avez la parole. Angie,
vous pouvez y aller.

ANGIE CONTRERAS :

Je voudrais saluer tout le monde du Mexique et vous remercier de m'avoir invitée à participer à cette réunion pour parler de la violence numérique et des femmes lors de la réunion du FGI.

Avant toute chose, de quoi parlons-nous lorsqu'on parle de violence numérique ? La violence numérique est une violence liée au genre, une violence de différents types. Alors lorsque la violence numérique est liée au genre, c'est qu'il n'y a pas de consentement de la part de la victime et que les images sont utilisées. Il peut s'agir aussi de vengeance. Je n'aime pas utiliser ce terme parce qu'on parle de violence et il y a des cas de vengeance... De toute façon, c'est quelque chose qui va donner lieu souvent à des revenus et dans ce cas-là, très souvent, il n'y a pas le consensus d'une des parties. Donc une des parties seulement va recevoir des revenus. C'est pour cela que l'on a une violence. Et il y a aussi des cas de harcèlement et quelque chose qui arrive souvent, c'est qu'on a des comptes officiels. Donc cela est organisé. Ce sont des personnes qui vont utiliser leur compte personnel sur une plateforme parce qu'il y a des contenus qui sont diffusés.

Pourquoi est-ce qu'il est important de parler de violence numérique ? D'abord parce que c'est quelque chose de réel, quelque chose qui, hélas, est en train de devenir courant. Ce sont des pratiques réelles, un type de violence, un type de harcèlement que l'on constate sur des plateformes en ligne.

Donc nous sommes en train de donner une certaine continuité aux recherches faites sur ce type de violence et à tout ce qui est lié à un comportement machiste. Ce sont des choses qui arrivent au quotidien dans la vie réelle et que l'on retrouve sur les plateformes d'internet.

Alors pourquoi est-ce qu'il faut parler de cela ? C'est parce que les femmes participent et ont reçu des menaces. Cependant, nous avons besoin de la participation des femmes. Nous avons besoin de leur créativité concernant la gouvernance de l'internet. Elles doivent être habilitées. Et nous allons y parvenir de toute façon.

Quand les femmes participent, elles doivent faire face à un type de violence. Quels sont les cas dont nous avons connu l'existence ? Il y a, par exemple, des femmes qui ont fait entendre leur voix, des femmes qui sont par exemple des femmes politiques, des actrices qui ont participé sur l'espace numérique à des forums ou ce genre de choses et qui ont reçu des agressions. Elles ont dû affronter, donc, différents types de violence et parfois toutes seules, sans l'aide de personne. Et parfois, elles doivent affronter ce type de harcèlement. Donc on peut parler d'un grand nombre de harcèlements en Amérique latine et il y a des statistiques parce que ce n'est pas un thème nouveau.

On doit dire que les femmes ne portent pas plainte contre ce type de comportement parce qu'elles pensent que puisque cela a lieu sur internet ou dans un espace numérique, il n'y a pas de défense possible. Et quand cela a lieu au cours de débats sur certains thèmes, elles ne vont pas porter plainte pour harcèlement. Toutefois, elles souffrent [inintelligible] qui n'est pas lié à leur intégrité physique.

Malheureusement, les femmes ne considèrent pas cela comme une situation qui n'est pas normale. Malheureusement, il y a beaucoup d'activistes qui considèrent ces agressions comme un affront personnel. C'est à nous, alors, de garantir que les femmes aient une sécurité sur internet et qu'elles puissent exercer leurs droits aussi.

Voici quelques statistiques que vous voyez à l'écran. Au Mexique, ces statistiques datent de 2016. On parle de 4,4 millions d'enfants de moins de 19 ans qui ont été des victimes de bullying cybernétique. Au Brésil, 65 % des cas de harcèlement cybernétique correspondent à des femmes. Et l'institut [inintelligible] a fait une étude dans les universités. Ils ont vu que 14 % des cas dans les universités étaient liés à des femmes. En Argentine en 2016, il y a eu 1 200 réclamations pour des contenus discriminatoires qui étaient publiés en ligne. Donc ce n'est que pour vous donner une petite idée de ce qu'est la réalité en ligne pour les femmes.

Que devrions-nous faire à ce moment-là ? Dans nos organisations, il faudrait que l'on lutte pour les droits numériques, il faut que l'on soit conscient de ces nouveaux droits numériques. Il n'est pas nécessaire de les connaître pourtant pour pouvoir intervenir avec ce phénomène. Mais il faut que l'on reconnaisse qu'il y a une violence numérique. Et je parle ici de la violence de genre numérique. On ne peut pas dire qu'il devrait y avoir de nouvelles réglementations.

Par exemple, je pourrais parler du cas mexicain, c'est le cas que je connais le mieux. Dans notre pays, nous avons une loi qui est spécifiquement liée aux femmes. Il s'agit d'une loi nationale et non fédérale qui touche à tous les sujets liés à la violence de genre. Il s'agit d'une loi très exhaustive qui couvre la violence de genre ; on parle ici des dimensions physiques, économiques, financières. Donc la violence numérique doit être ajoutée. Il faut que l'on reconnaisse la violence numérique pour pouvoir lutter contre tous les types de violence en même temps. On ne va pas ici parler du harcèlement, du

cyberharcèlement ou des menaces envers ces femmes à travers les réseaux sociaux.

Chaque pays devrait alors reconnaître, analyser chacun de ces types de violence. Et bien qu'il se puisse qu'il y ait des lois contre ce type de délits en Amérique latine, ce n'est pas pour dire qu'il faut qu'il y ait une loi spécifique contre la violence numérique dans chaque pays. Mais il y a certainement des modifications légères à la loi qui pourraient être apportées, en particulier lorsqu'on parle des contenus qui sont associés à des personnes. Donc il y a des ajustements à faire pour adapter ce que nous avons déjà dans la législation des différents pays.

Or, que peut-on faire ? Il me semble que toutes les parties prenantes devraient travailler ensemble en tant qu'équipe et cela devrait comprendre les intermédiaires parce que ces intermédiaires ne peuvent pas être forcés à évaluer la légitimité de tout cela parce qu'il faudrait qu'il y ait, donc, des fondements juridiques et que par la suite, les tribunaux décident de la légitimité ou pas de ces aspects, ce qui correspond ou pas. Mais il faut parler des sujets, des applications des différentes lois pour pouvoir marquer et renforcer la sensibilisation par rapport à ce sujet. Donc il faut dire : « Je voudrais que l'on me donne ces informations, que l'on partage ces données. » pour que tout cela soit remis aux tribunaux.

Nous avons dit qu'il est très difficile pour les victimes que de faire un rapport. Nous savons déjà qu'il est compliqué et donc, il faut que l'on facilite ce processus. Il devrait y avoir un suivi des plateformes en fonction de la plateforme à laquelle il s'agit, bien sûr. Et cette plateforme devrait, donc, retirer certains contenus parce que si une

femme demande à ce qu'un contenu soit supprimé parce qu'il y a un message, par exemple, concernant le harcèlement ou le harcèlement cybernétique, il faut que l'on considère quelles sont les mesures à prendre dans ce sens. Il faudrait donc que toutes les parties prenantes travaillent en équipe là-dessus.

Cela est également lié à la gouvernance de l'internet étant donné qu'il s'agit d'un travail collectif sur lequel il faudrait que toutes les parties prenantes travaillent ensemble. Il faudrait également qu'il y ait des séances de formation pour la prévention. Les femmes devraient être formées, elles devraient avoir les outils pour savoir d'une part ce qu'est la violence de genre et d'autre part, pour qu'elles puissent avoir des outils pour protéger les victimes.

Ce qui se passe souvent avec les médias de masse, c'est que lorsqu'il y a des rapports, il y a des informations qui sont toujours cachées. Donc il y a une deuxième victimisation, c'est la même victime et sa réclamation n'est pas visible. Donc la pénalisation et la sanction n'est pas visible.

Donc les femmes devraient savoir que la violence peut prendre différents types de forme. Il pourrait s'agir de violence physique, psychologique, économique et également numérique. Dans la région, il n'existe pas de loi spécifique pour la violence numérique ou en ligne. Les femmes doivent faire recours au système pénal [inintelligible] et elles n'ont pas toujours les réponses qu'il leur faut.

Pour conclure, j'ai ajouté ici quels sont les outils de participation que nous avons. Mais vous voyez aussi qu'en 2017, la quantité de femmes qui ont participé au FGI a beaucoup augmenté. Pourtant, il nous faut toujours plus de femmes parce qu'il y a des espaces qui parlent de

violence numérique au sein de ce forum. Et lors du dernier forum, nous avons discuté de la manière d'affronter ce problème et de travailler sur les droits associés à la violence numérique ainsi que d'autres sujets.

Donc je pense que cela est également important que d'éradiquer la violence numérique. Les femmes devraient alors être plus près de ce type d'activités pour pouvoir discuter de cette vision. Donc vous voyez qu'en 2015, la quantité de femmes qui ont participé pouvait devenir un outil pour les autres femmes qui [inintelligible] à ce forum. Donc si on leur apprend de outils pour lutter contre le cyberharcèlement par exemple, elles pourront apprendre à d'autres femmes comment lutter contre ce fléau. Donc il nous faut plus de participation des femmes pour lutter contre cela.

Donc nous avons un internet qui doit être libre pour tous. Et c'est ça notre mission. Vous remercie et j'espère que nous pourront continuer avec ce débat. Et vous voyez la quantité de femme qui participent à la Société Internet. On pourra continuer cette discussion. Vous avez à l'écran tous mes comptes en ligne pour continuer à échanger avec moi. Merci beaucoup.

HUMBERTO CARRASCO : Est-ce que vous m'entendez ?

MARIO ALEMAN : Oui Humberto. Allez-y.

HUMBERTO CARRASCO : Merci. Premièrement, je voudrais remercier Angie de cette présentation très intéressante. Et je voudrais savoir si on a le temps de poser des questions ou s'il faudrait que l'on passe directement au point suivant à l'ordre du jour, Maritza.

MARITZA AGUERO : Il n'y a eu aucune question sur le chat mais il y a eu des commentaires. Donc si cela vous convient, on pourrait partager ces commentaires en ligne sur le wiki pour que l'on puisse avoir les réponses avec suffisamment de temps.

HUMBERTO CARRASCO : Bien. À ce moment-là, je voudrais remercier Angie de sa présentation sur l'équilibre numériques des femmes. Il s'agit d'une question très intéressante.

Maritza, je vais maintenant vous demander de présenter le point suivant à l'ordre du jour, de nous présenter le prochain intervenant.

MARITZA AGUERO : Très bien. Le point suivant à l'ordre du jour est celui de Renata Aquino qui nous donnera une mise à jour sur les sujets qui ont été discutés au FGI 2017. Elle présentera les différentes initiatives. Renata, vous avez la parole.

RENATA AQUINO :

Bonjour, bonsoir, cela dépend d'où que vous soyez. J'assume que vous m'entendez, n'est-ce pas ? Bien. C'est un plaisir d'être ici. Je vous remercie de m'avoir invitée et de votre intérêt sur le FGI.

Beaucoup de membres d'At-Large et de LACRALO ont assisté au FGI et ont fait un travail magnifique. Ils ont présenté des documents très intéressants. Donc je les félicite.

Maintenant, ce que je voulais partager avec vous est ce qui aura lieu dans le FGI 2018. Il y a des plans d'action qui sont très pertinents pour LACRALO et qui faudrait que vous considériez.

Premièrement, jusqu'au 8 février, il est possible de faire des contributions pour le document d'analyse de situations, l'état des lieux, [inintelligible] à célébrer la qualité de ce document. Donc je vous recommande de partager avec les organisateurs vos idées pour ce document afin qu'il puisse être amélioré.

J'ai également eu une réunion avec le MAG, en particulier avec [inintelligible] et j'ai de très bonnes nouvelles. Nous avons déjà reçu la confirmation pour le FGI 2019 qui est pratiquement confirmé. Il sera tenu en Allemagne en 2018 étant donné qu'il y a une rotation des régions. Il y a quelques places qui sont toujours ouvertes mais le pays hôte sera déjà annoncé. Il y aura de nouveaux pays qui participeront au processus du FGI avec des éléments très intéressants. Pour la première fois, nous avons eu dans ce dernier FGI l'intégration des MAG ; c'est pour les nouveaux membres potentiels du MAG et c'est l'occasion de rencontrer ces personnes. Il y a une étude qui doit être réalisée au sein du MAG parce que comme vous savez, au FGI, il est très important de respecter les critères de diversité. Il faudrait qu'il y ait un équilibre au

niveau de la diversité géographique, de la diversité de genre. Et donc les parties prenantes envoient leur nomination au MAG et une étude est réalisée afin de garantir que le groupe est bien équilibré.

Nous avons aussi eu l'occasion de rencontrer les membres potentiels pour le MAG. Mais qui seront ces membres ? Ils n'ont pas été confirmés pour l'instant. Certains membres, certaines des personnes qui y étaient, par exemple, c'est XX d'EURALO, Veni Markovski, Jeremy Malcom qui était également à la réunion en tant que membre potentiel ; il est du personnel de l'ICANN. Et des nouveaux pays, il y avait quelqu'un de l'Estonie, non pas des représentants de la fondation internet de l'Estonie, et quelqu'un de l'Azerbaïdjan qui était également présent. Il y avait également [inintelligible] de l'IEEE, June de Barbade, de la région de l'Amérique Latine et Caraïbes. Puis il y avait également un représentant des Caraïbes qui était quelqu'un d'un opérateur téléphonique espagnol. Et voilà à peu près les personnes dont je me souviens. Et comme je disais, ce sont des personnes qui appartiennent déjà à la communauté du FGI. Ces personnes peuvent donc assumer ce rôle comme d'autres.

Au FGI, il y a également des activités en cours pour cette période intersession. Il y a par exemple eu une réunion et nous discutons déjà. Et nous avons également la coalition dynamique qui a fait un travail magnifique . Il y aura de nouvelles coalitions dynamiques pour l'évènement de 2018. Il y a une réunion qui a déjà été organisée pour reprendre le travail des membres de la communauté de LACRALO. Il y a beaucoup de personnes dans la coalition dynamique pour la connectivité internet dont Angie. Il y a également Luca Belli, donc beaucoup de personnes de notre communauté.

Il y a quelques aspects qui sont considérés importants et c'est le fait qu'au FGI de Genève, il y a eu beaucoup de participation des organisations intergouvernementales. Donc il est intéressant de voir comment on avancera avec la collaboration par rapport à nos travaux avec ces parties prenantes.

Il y a eu une augmentation au niveau de la participation des acteurs gouvernementales pour que le FGI devienne non pas quelque chose d'appliquable, une organisation qui applique quelque chose au niveau du pays, mais comme une organisation qui présente des recommandations importantes pour le pays.

Il y a des voix derrière, des bruits de fond que j'entends. J'aimerais savoir de quoi il s'agit. Bien.

En tout cas, il y a eu beaucoup d'informations, beaucoup de choses qui ont été discutées lors de cette réunion. Et lors de la première session, lors des premières séances, nous avons eu une meilleure idée de ce qu'était le FGI. La communication concernant le MAG, etc., le MAG devait être présenté à la fin du mois de janvier ou début du mois de février et les consultations ouvertes devraient avoir lieu au mois de mars ou plus tard. De toute façon, le forum ouvert sera le moment où les membres de la communauté seront présents.

Il y a autre chose qui est important et je recommanderais à la communauté de LACRALO d'en tenir compte, il s'agit du fait que les activités intersessionnelles ont un projet. Il y a quelqu'un d'ISOC qui appartient au groupe des autochtones. Je n'étais pas là pour l'entendre. Je sais qu'il a reçu une récompense et c'était très très intéressant de voir qu'il y avait des projets qui viennent de la période intersessionnelle

– entre les séances – qui peuvent être très utiles pour ceux qui travaillent déjà dans d’autres domaines.

Un autre aspect très intéressant, c’est la participation de l’Estonie. Il s’agit d’un gouvernement qui est très ouvert à différentes questions liées à l’identité, aux politiques numériques, une approche très révolutionnaire et très importante. Ils ont un programme qui permet de devenir un résident, un habitant d’Estonie même si vous n’êtes pas physiquement là-bas, même si vous ne vivez pas là-bas toute l’année. Je pense que c’est important pour le futur.

Il faut voir que les gouvernements changent et quel est l’impact que cela peut avoir sur les politiques d’internet et au niveau de notre organisation régionale. Il y a beaucoup de changement de gouvernements, de politiques. Et un gouvernement qui est engagé avec l’aspect numérique est un gouvernement qui nous intéresse.

Par ailleurs, il y a eu des projets de technologie avec une participation de compagnies telle que Microsoft dans un projet et l’objectif ici était de faire une corrélation des droits de l’homme. Et cela correspond aussi à la responsabilité ou à la redevabilité.

En tout cas, je recommande de faire un suivi du travail de cette coalition dynamique et de suivre le travail du NRI, ISOC national. Il est intéressant de voir que certains FGI qui sont très récents en Amérique latine ont présenté des résultats qui ont eu un grand impact sur le projet général. Et ils avaient leur propre improvisation ou une certaine naïveté dans ce processus des parties prenantes qui leur a permis d’approcher ce processus dans son ensemble.

Il y avait des personnalités qui accompagnaient le FGI dans ce nouveau projet et l'organisation des Caraïbes... Il y avait un représentant des États des nouveaux gouvernements de la région. Et donc je vous recommande de suivre ce que fait les travaux du FGI local.

Je ne sais pas si vous avez des questions ou si vous voudriez ajouter quelque chose. Sinon, vous pouvez me contacter. Et de nouveau, je vous félicite pour le travail réalisé. Merci.

HUMBERTO CARRASCO : Merci beaucoup Renata. Est-ce que vous m'entendez ?

MARITZA AGUERO : Oui, on vous entend.

HUMBERTO CARRASCO : Est-ce que nous avons le temps pour des questions ? Sinon, nous passons au prochain point de l'ordre du jour.

MARITZA AGUERO : Humberto, nous n'avons qu'une seule question d'Antonio Medina qui dit qu'il a regardé la neutralité du net pour voir quelles étaient les décisions prises dans ce sens.

HUMBERTO CARRASCO : Renata, vous avez la parole.

RENATA AQUINO : Je n'ai pas très bien compris la question. Je crois que c'était à propos de la neutralité du net.

HUMBERTO CARRASCO : La question d'Antonio Medina était est-ce que le FGI a discuté ou a analysé la décision des États-Unis portant sur la neutralité du net.

RENATA AQUINO : Oui. C'est quelque chose qui a été discuté, un thème qui a été abordé. En général, je dirais que la responsabilité des gouvernements des autorités politiques de haut niveau indique qu'il faut être en contact avec le droit des utilisateurs parce qu'il y a beaucoup d'utilisateurs qui ne sont pas d'accord avec cela. Et le processus continue. C'est un défi, cette neutralité du réseau qui présente beaucoup de défis.

En général, l'atmosphère qui règne, le fait que les utilisateurs ne sont pas entendus, que les citoyens ordinaires ne sont pas écoutés, leurs voix n'est pas entendues. Donc il ne s'agit pas d'une police de l'internet. Ils n'ont pas le pouvoir de dire aux gouvernements ce qu'ils doivent faire. Mais vu le grand nombre d'organisations intergouvernementales, on doit dire que c'est un moment important, que nous devons développer des mécanismes pour les usagers afin que les usagers puissent se défendre. Donc il faudrait qu'il y ait des systèmes qui soient mis en place pour les aider dans leur lutte.

HUMBERTO CARRASCO : Merci beaucoup Renata pour vos réponses et pour votre résumé.

Vu que l'heure passe, nous allons demander de passer au point suivant. Nous allons d'abord donner la parole à Maritza. Maritza, allez-y. Maritza, est-ce que vous nous entendez ? Maritza, on vous entend.

MARITZA AGUERO : Donc très bien. Le prochain point de notre ordre du jour est une présentation par Ruben Hilare sur le programme d'ambassadeurs des populations autochtones du monde entier. Ruben, vous avez la parole.

RUBEN HILARE : Bonsoir, bonjour. Est-ce que vous m'entendez ?

MARITZA AGUERO : Oui, allez-y Ruben, on vous entend.

RUBEN HILARE : Bonsoir, bonjour Maritza, Renata et tous les autres. Je suis Ruben Hilare. Merci Maritza d'avoir organisé cette participation pour moi, de m'avoir donné la possibilité de participer dans votre réunion. Maritza m'a demandé de décrire un petit peu mon expérience lors de la réunion d'ICANN60 qui s'est tenue à Abu Dhabi et de parler en tant que citoyen Aymara de mon expérience.

Donc je vais commencer par vous dire que je suis donc membre de nation Aymara, qui existe dans toute l'Amérique du Sud : Pérou, Chili, Argentine et Bolivie. Donc nous couvrons ces pays. Il y a des populations, des membres de notre groupe qui vivent dans ces pays. Et comme il s'agit de jeunes gens, nous devons – parce qu'il y a beaucoup

de jeunes – nous devons essayer d'affronter les défis de l'exclusion sociale ou de la brèche numérique qui risquent d'exclure les jeunes alors que nous sommes dans l'ère numérique. Donc c'est le problème que vivent les groupes de jeunes qui appartiennent à ce groupe des Aymara. Il y a beaucoup, donc, de jeunes qui souvent quittent les régions rurales et vont vivre dans les villes.

Nous nous sommes regroupés et nous avons identifié les brèches qui existaient au niveau de l'accès à internet. Et nous sommes maintenant en train d'essayer de remplir ces vides qui existent au niveau de notre communauté et de notre langue en terme de contenu. Donc nous avons élaboré des applications, des jeux et nous essayons de rendre l'internet plus ouvert et les réseaux sociaux plus ouverts et de nous sentir davantage inclus dans ces derniers.

Donc j'ai comme cela connu l'existence d'ICANN, c'est comme cela que je suis allé à la réunion 60 d'ICANN. Je me suis porté candidat en tant qu'ambassadeur des populations autochtones. J'ai été nommé et j'ai eu, donc, la possibilité de vous rencontrer, de rencontrer beaucoup d'autres gens lors de la réunion d'Abu Dhabi. Et ma première préoccupation était au niveau des noms et des domaines. C'est comme cela que j'ai commencé à apprendre beaucoup de choses pendant la semaine que j'ai passée à Abu Dhabi.

Il y a eu beaucoup de choses que j'ai faites et je pense que cela a été très utile et que cela est très utile pour inclure les utilisateurs finaux. C'est très utile parce que cela m'a permis de beaucoup apprendre, de rencontrer les gens, de rencontrer des gens qui ont une expérience profonde dans leur pays à différents niveaux sociaux, dans différentes

classes sociales. Donc cela a été vraiment pour moi une expérience unique dans le genre.

Et ici, en Bolivie, nous sommes dans la même situation ; comment travailler au niveau de la gouvernance de l'internet ; comment réduire la brèche numérique et les problèmes technologiques, les problèmes de souveraineté technologique. Donc pour moi, cela a été très utile, j'ai beaucoup d'idées concernant la façon dont nous pouvons travailler au niveau régional et avec les populations autochtones qui sont des populations qui m'intéressent et qui, dans le cas de la Bolivie, nous avons un gouvernement qui appartient aux populations autochtones mais cependant, les populations autochtones sont tout à fait laissées de côté. Nous devons travailler et la seule façon de travailler pour nous, c'est de travailler au niveau de la communauté avec les gens qui se rendent compte qu'ils doivent utiliser la technologie pour le bien-être de leur société et de leur communauté, pour le bien-être des gens.

Et donc j'ai beaucoup appris et je peux dire que pour moi, cela a été une très bonne leçon, cette participation à la réunion 60 d'ICANN. Je ne sais pas si vous avez des questions spécifiques à me poser. Si c'est le cas, je serai ravi d'y répondre. Mais avant toute chose, je voudrais vous remercier de m'avoir donné la possibilité de faire cette brève intervention.

Et je voudrais aussi vous dire que, comme vous le savez peut-être, j'ai eu une réunion après mon retour de la réunion d'ICANN avec les personnes de mon groupe et je leur ai expliqué qu'ICANN avait différents programmes qui permettaient de se connecter en tant qu'institution ou en tant qu'organisation, pour se connecter avec

ICANN. C'est pour cela que nous avons créé un forum qui est un projet en cours actuellement. Et nous attendons, donc, la réponse d'ICANN de façon à ce que nous soyons acceptés comme ONG.

HUMBERTO CARRASCO : On ne vous entend plus, Ruben.

RUBEN HILARE : C'était la fin de mon intervention.

HUMBERTO CARRASCO : Merci beaucoup. Maritza, est-ce que nous avons des questions ?

MARITZA AGUERO : Oui, il y en a deux. Une question de [inintelligible] qui demande : « Les États-Unis peuvent participer en Amérique latine à ce programme de l'ICANN ? » Et il y a une autre question d'Alejandro Pisanty pour Ruben. Il demande si les IDN sont pertinents pour la communauté Aymara ou pour une autre communauté de la région qui le sache.

RUBEN HILARE : Il me semble que par rapport à la deuxième question, je voudrais qu'il y ait des noms de domaines en aymara pour rendre plus de visibilité à cette communauté au sein de la communauté pour que les sociétés ou les organisations aymara ou les institutions aymara liées à l'éducation ou aux organisations sociales, économiques puissent être visibles.

Ce n'est pas que les communautés aymara, comme le croient beaucoup de personnes, sont dans des régions lointaines et que l'on est isolé. Au contraire, il y a des personnes avec des formations universitaires, des personnes de la communauté qui ont des maîtrises, qui ont des sociétés, des entreprises. Donc ils devraient avoir leur domaine en aymara.

D'après notre expérience, nous avons vu que les Quechuas, par exemple, qui intègrent la plus grande communauté de la Bolivie, comme c'est le cas des Guarani au Paraguay, sont de grandes communautés. Donc on pourrait également parler d'autres personnes, d'autres groupes ethniques qui ont une quantité considérable de personnes qui parlent la langue. Bien sûr, qu'ils prennent la technologie eux-mêmes, [inintelligible] serait très utile.

MARITZA AGUERA :

Merci Humberto. Nous avons une dernière question d'Alejandro Pisanty pour Ruben. Il demande si la langue aymara moderne est codifiée en Unicode et s'il s'agit d'une langue qui s'écrit avec l'alphabet latin ou pas et qui ait des caractères diacritiques.

RUBEN HILARE :

En aymara, on utilise l'alphabet latin, même qu'il y a également d'autres caractères avec lesquels on a à travailler, qui sont plus autochtones. Mais disons que l'aymara, pour l'instant, utilise des symboles latins comme l'espagnol. Donc il n'y aurait pas de problèmes à ce niveau-là, en tout cas pas de gros problèmes. Donc pour répondre directement, basé sur le latin.

HUMBERTO CARRASCO : Monsieur Ruben, je pense que nous sommes pile à l'heure. S'il y d'autres questions, je vais vous demander de les discuter sur le chat dans la salle Adobe Connect ou alors de les publier sur la liste de diffusion.

Maritza, sommes-nous prêts à passer au point suivant à l'ordre du jour ?

MARITZA AGUERO : Oui, bien sûr. Adrian Carballo nous présentera maintenant l'école cybernétique de la gouvernance internet et de leurs expériences. Adrian, vous avez la parole.

ADRIAN CARBALLO : Bonjour, bonsoir.

SILVIA VIVANCO : Adrian, on vous entend. Allez-y.

ADRIAN CARBALLO : Merci beaucoup. Très bien. Bonsoir à tous. Je voudrais vous raconter un peu de l'école [inintelligible] sur la gouvernance internet.

Donc c'est maintenant notre dixième anniversaire et le but de cette école, en ce moment, est d'avoir de nouveaux dirigeants en matière de gouvernance internet. J'assume qu'il y a un bon nombre parmi vous qui connaisse cet évènement et je voudrais vous raconter qu'il existe un appel en ce moment qui conclura le 22 janvier pour recevoir les bourses

pour l'évènement qui sera tenu à Washington DC dans les quartiers généraux de l'organisation. Le but, comme je l'ai dit tout à l'heure, est de former de former des nouveaux dirigeants de la gouvernance internet dans leur pays et dans la région.

Lorsque nous avons commencé en 2006, il n'y avait pas beaucoup de participation de notre région par rapport au sujet de gouvernance internet. Dans les réunions de l'ICANN en 2007, les participants au niveau de la région ne représentaient que 10 % des participants. Nous avons donc tenu une première réunion à Buenos Aires en 2009 avec des bourses pour 25 étudiants. Et vous voyez ici la participation des autres pays. L'une des caractéristiques de ces réunions est qu'elles sont tenues dans différents pays de la région.

Donc nous avons présenté ce sujet dans les différents pays où nous avons cette école. Et lorsque nous avons ces écoles, on a plus de participants de cette région ou de cette ville, bien sûr, des locaux.

Puis entre le 30 avril et le 2 mai, nous avons tenu un deuxième atelier, une deuxième séance de notre école. Et les sujets que nous avons discutés portaient sur la neutralité du net, la connectivité durable, l'impact de l'internet et de la démocratie et tous les sujets qui sont d'intérêt en ce moment. On abordera donc la vie privée ou la confidentialité des données et la neutralité du net. Et puis jeudi et vendredi, il y aura différentes séances sur différents sujets. Il sera très intéressant et très important d'avoir la participation de la région. Vous pouvez accéder au www.gouvernanceofinternet.org pour participer.

Malheureusement, ces dernières années, nous avons le soutien pour 2 000 bourses ; on avait plus de 2 000 boursiers qui ont reçu ces bourses

et il y a eu 25 000 personnes qui ont participé à distance. Nous avons des personnes de 89 pays qui étaient connectés, qui suivaient par vidéo ; vous pouvez écouter en anglais, en espagnol. Et lorsque l'atelier était tenu au Brésil, on a également eu des services d'interprétation en portugais.

J'espère que vous pourrez participer au programme des bourses si vous êtes intéressé. Et je vous invite, donc, à accéder au www.gouvernanceofinternet.org. Je ne peux pas accéder au site web en ce moment et je ne sais pas en salle Adobe Connect, mais je pense que vous en train de regarder la diapositive. Vous avez à la dernière diapositive mon adresse courriel pour pouvoir me contacter. Si vous avez des questions, n'hésitez pas à m'écrire. Merci.

HUMBERTO CARRASCO : Merci bien Adrian. Y a-t-il des questions pour Adrian, Maritza ?

MARITZA AGUERO : Il y a deux questions, l'une d'Alejandro Pisanty qui demande à Adrian : « Pourquoi le nom a été changé de SSIG à cyber ? Qu'est-ce que cela implique en tant que changement au niveau des politiques portant sur les contenus, les orateurs, les parrains, les engagements avec l'institution ? Et si l'OEA est l'hôte. »

ADRIAN CARBALLO : Et bien ce serait une école cybernétique parce que c'est la première fois à laquelle nous nous centrons sur la vie privée, sur ces aspects de l'internet et de confidentialité. L'école, pourtant, abordera tous les

sujets que nous avons abordés dans le passé mais il y aura plus de panels concernant la cybersécurité, par exemple, dans la confidentialité spatiale. Cela n'implique pas que nous ne discuterons plus des sujets qui ont été discutés au cours des neuf dernières années. Voilà pour répondre à votre première question.

Et puis il y avait une autre question, Maritza, sur l'OEA ?

MARITZA AGUERO : Il demandait si l'OEA était l'hôte encore une fois.

ADRIAN CARBALLO : Oui. En 2016, on a eu une école avec l'OEA et on répètera cette expérience. C'était pareil pour le Brésil. On a eu une école en 2010 à Sao Paulo et en 2017, on en a eu une à Rio De Janeiro. Donc la tenue de cette école va dépendre de l'intérêt des différentes régions. On a différentes manifestations d'intérêt mais il se pourrait qu'il y ait des villes soient intéressées mais qui ne respectent pas les exigences formelles pour organiser notre école dans cette ville. Donc nous allons là où nous avons le plus d'intérêt et le plus de respect des exigences.

L'idée est de travailler non seulement sur l'école de gouvernance de l'internet mais également sur d'autres sujets liés à la formation et au développement de la région. J'espère avoir répondu à votre question, Alejandro.

HUMBERTO CARRASCO : Merci Adrian. Y a-t-il d'autres questions, Maritza, ou doit-on continuer ?

MARITZA AGUERO : Il faut que l'on continue. Je lirai maintenant la question de Carlo Aguirre. Je ne sais pas si Adrian pourra lui donner une réponse directe. Il demande : « Pourquoi en Amérique du Nord, il n'y a pas d'école de gouvernance internet. »

ADRIAN CARBALLO : L'OAS a son quartier général à Washington. C'est pour cela que l'école est organisée à Washington, c'est parce que c'est là que l'OAS siège. Vous voyez ? C'est le siège de l'institution. Ce n'était pas notre choix. Mais c'est eux qui nous demandent de tenir notre séance dans leurs installations.

HUMBERTO CARRASCO : Merci Adrian.

ADRIAN CARBALLO : Très bien, merci. Merci à vous.

HUMBERTO CARRASCO : Vous étiez très aimable, Adrian.
Nous allons maintenant passer au divers.

MARITZA AGUERO : Merci. Nous allons donc maintenant passer au point suivant à l'ordre du jour.

D'abord, dans les divers, nous avons un rappel. Il y a une date butoir pour les commentaires sur le document concernant la formation du conseil futur de LACRALO. Il s'agit d'une période de consultation qui est ouverte jusqu'au 12 février. Et sur le wiki, vous aurez toute l'information disponible. Donc premier divers. Rappelez-vous que vous avez la possibilité de faire des commentaires là-dessus.

Deuxièmement, nous avons des demandes budgétaires supplémentaires pour l'exercice fiscal 2019. Je ne sais pas, Humberto, si vous avez quelque chose à dire là-dessus.

HUMBERTO CARRASCO : Oui. Je tiens à dire que nous avons reçu quelques propositions dans le respect des délais : une d'Alberto, un autre de [inintelligible] du Panama. Nous avons reçu deux propositions que nous avons présentées. Il y avait quatre présentations au total si je ne me trompe, quatre propositions. Et il faudra que l'on s'occupe de les peaufiner. Il y en avait qui était lié au FGI, n'est pas Alberto ? Je ne sais pas si vous voulez aborder votre proposition, Alberto. Et [inintelligible] a proposé de tenir un atelier sur la formation des TIC au Panama. Alberto ? Ne voulez-vous pas faire de commentaires concernant votre proposition ?

ALBERTO SOTO : Merci Humberto. Je serais bref. L'idée était de recevoir des cours des médiation et non pas d'être formé en tant que médiateur, mais plutôt que l'on ait tous des outils et des connaissances suffisantes pour comprendre qui partie d'un processus de médiation A et B, non pas

pour agir en tant que médiateur mais ce que devraient faire les différentes parties prenantes à un conflit parce qu'il y a un conflit.

Pourquoi demande-je cela ? Parce qu'en cas de médiation. On a vu que ces processus permettent de résoudre beaucoup de problèmes, y compris des problèmes dans les écoles primaires puisque les étudiants sont eux-mêmes ceux qui font la médiation pour répondre à ces problèmes, donc c'est aussi pour les problèmes personnels, professionnels, pour tous les domaines [inintelligible] des conséquences de la médiation pacifique.

HUMBERTO CARRASCO : Merci, merci. Maritza, avancez.

MARITZA AGUERO : Très bien. D'autre part, nous avons un appel à bénévoles pour servir dans le comité de mise en œuvre du plan stratégique de l'Amérique latine et des Caraïbes. Cet appel est ouvert. Vous avez l'annonce qui a été partagée et l'appel est disponible dans l'espace wiki. Il s'agit d'un appel ouvert, non pas tout simplement pour la stratégie de l'Amérique latine et des Caraïbes.

Il faut que l'on aborde pourtant la stratégie de l'Amérique latine et des Caraïbes qui a été adoptée. Il y a une personne qui a présenté sa candidature pour intégrer ce groupe. Il s'agit de quelqu'un des Caraïbes. C'est ce que nous savons. Et en Amérique latine, il faudrait que l'on choisisse un candidat. Donc il s'agit [inintelligible] en cours. Je ne sais pas s'il y a des commentaires à faire là-dessus.

Autrement, nous ferons les commentaires et Alejandro Pisanty pourra faire sa proposition. Je ne sais pas si vous souhaitez prendre la parole. Vous avez levé la main, Humberto ?

HUMBERTO CARRASCO : Oui. On avait discuté de cette question sur la liste. Donc je pense qu'Alejandro devrait pouvoir prendre la parole.

MARITZA AGUERO : Très bien, d'accord. Donc serait-il possible de partager à l'écran la motion présentée par Alejandro Pisanty concernant les normes opérationnelles pour les révisions spécifiques de l'ICANN ? Alejandro, pourriez-vous faire des commentaires concernant cette proposition que vous avez partagée au travers la liste de diffusion ?

ALEJANDRO PISANTY : Vous m'entendez correctement ?

MARITZA AGUERO : Oui.

ALEJANDRO PISANTY : Très bien. Merci beaucoup. Bonsoir ou bonjour où que vous soyez. Je suis Alejandro Pisanty et je vous souhaite tous une bonne soirée.

Ma remarque est que pour sélectionner un membre pour l'équipe de révision sur les règles de l'ICANN, il faudrait que LACRALO demande au Conseil d'Administration et aux dirigeants [inintelligible] une révision

des procédures pour intégrer ces équipes de révision. Aucune personne ne peut faire partie de ces équipes de révision et d'audit sans l'approbation ou le soutien de ces dirigeants des SO et AC.

Le résultat est qu'il n'y a que certains profils qui pourraient être sélectionnés. Il se pourrait, à ce moment-là, qu'il n'y ait pas de vision de l'extérieur ou de révision indépendante des intérêts. Et c'est ce qu'est le plus important dans le cadre de ces révisions parce que si on discute de concurrence sur les noms de domaine, par exemple, de sécurité, stabilité et résilience du DNS, de transparence, de responsabilité de l'ICANN, on pourrait dire que c'est ces accords-là sur lesquels on travaille avec le gouvernement des États-Unis, outre, bien sûr, les dispositions comprises dans la mission ou dans les statuts constitutifs internes de l'ICANN.

Avant l'introduction de l'ICANN, la décision finale sur les questions était adoptée par rapport le Conseil d'Administration. Mais maintenant, il y a un groupe qui est responsable de nommer, de désigner les membres. Et il me semble que peut-être il pourrait y avoir un manque d'indépendance de la part des réviseurs .

Et comme je l'ai dit, j'ai demandé à participer dans les équipes qui vérifient maintenant la résilience et la participation du DNS. Et cela a été partagé à Abu Dhabi où j'ai lu des communications relatives. Et cette initiative a été mise en cours en suivant une recommandation du SSAC, c'est-à-dire du comité consultatif de la sécurité et de la stabilité. C'est pour cette raison que nous avons pu maintenant présenter cette motion pour la considération de LACRALO, pour pouvoir modifier cette règle et

pour qu'il y ait plus de participation. Et je pense que l'ICANN souffrira de cette vision vers l'intérieur.

HUMBERTO CARRASCO : Alejandro, est-ce que vous m'entendez ? Je voulais vous demander s'il s'agit d'un commentaire semblable au commentaire fait par l'équipe de révision d'At-Large.

ALEJANDRO PISANTY : Non. Cette critique est assez différente. La révision d'At-Large a commencé et termine avec l'appel précédent. Il n'y avait pas d'auditeur indépendant dans l'équipe de révision, dans sa composition. Donc c'est nouveau. C'est la première révision menée avec les nouvelles règles, les règles du CCWG, les règles qui résultent du CCWG qui nous ont amené à la fin du contrat et du contrôle du gouvernement américain.

HUMBERTO CARRASCO : Alejandro, je ne sais pas si vous êtes d'accord, si vous voulez, nous pouvons poster cette motion pendant une semaine pour que tout le monde puisse lire son contenu et donner son avis pour que nous puissions parvenir à un consensus.

ALEJANDRO PISANTY : Oui, je suis tout à fait d'accord.

HUMBERTO CARRASCO : Donc nous allons appliquer la procédure suivante : nous allons le poster, nous allons le traduire en anglais. Est-ce que le personnel peut s'occuper de cela, la traduction en anglais ?

MARITZA AGUERO : Il s'agit d'une action à suivre, donc, ce qu'Humberto vient de dire, ce qu'il a demandé.

Nous allons passer au point suivant de notre ordre du jour. Nous avons une proposition d'indicateurs proposée par le groupe de travail qui travaille sur la gouvernance et par Sergio Salinas, qui va nous faire une petite présentation de ce thème. Sergio ?

HUMBERTO CARRASCO : Il y a beaucoup de bruit sur la ligne de Sergio.

MARITZA AGUERO : Je pense qu'il va devoir faire un rapport par écrit puisqu'il ne peut pas prendre la parole.

Donc le dernier point d'intérêt que nous avons aujourd'hui, c'est une annonce. Mercredi prochain, nous aurons un appel à présentation de candidatures pour le plan stratégique du conseil de LAC.

HUMBERTO CARRASCO : Il y a des bruits sur la ligne. Est-ce que quelqu'un a laissé son micro ouvert ? Si c'est le cas, s'il vous plaît, éteignez-le. Ça y est, le bruit est parti. Allez-y.

MARITZA AGUERO : Il y a une question de la part de Vanda destinée à Alberto. Alberto, est-ce que vous pouvez répondre à la question de Vanda ?

ALBERTO SOTO : Non. S'il vous plaît, nous devons avancer parce qu'il nous faut expliquer ce que Sergio ne peut pas expliquer à cause des problèmes qu'il a sur sa ligne, mais c'est important.

MARITZA AGUERO : Merci Alberto. Oui, la question de Vanda est : « Maritza, combien de minutes aura chaque candidat pour cet appel. » Réponse : demain, vous recevrez des informations sur la durée de prise de parole de chaque candidat.

VANDA SCARTEZINI : Merci beaucoup Maritza.

MARITZA AGUERO : Aïda, est-ce que vous voulez prendre la parole ?

HUMBERTO CARRASCO : La question concernant le nombre de minutes assignées à chaque candidat, je pense que la réponse est dix minutes mais nous allons confirmer cela dès demain sans faute.

MARITZA AGUERO : Nous allons entendre seulement les candidats qui sont déjà sur la ligne.

HUMBERTO CARRASCO : Maritza, allez-y.

MARITZA AGUERO : Il n'y a plus de point à discuter. S'il y a des questions, nous avons quelques minutes. Sinon, nous continuerons ce débat sur la liste de diffusion.

HUMBERTO CARRASCO : Parfait Martiza.

Sergio dit que cette semaine, le projet concernant les indicateurs sera terminé. Donc c'est tout.

Donc je vous remercie pour votre patience et pour votre participation. Nous avons abordé beaucoup de thèmes en un temps très court. Nous avons même pu aborder une motion. Je vous souhaite une bonne fin de journée et une bonne semaine. Notre prochain appel aura lieu le mois prochain. Merci et bonsoir à tous. Et merci, je remercie les interprètes et je leur souhaite une bonne année. Merci.

[FIN DE LA TRANSCRIPTION]